

Article provenant d'Alternatives Économiques, Denis Clerc 01/09/1995

Notre série sur les grands auteurs se poursuit désormais avec les auteurs contemporains. En commençant par Friedrich Hayek, un libéral pur et dur, tant du point de vue économique que du point de vue politique. Ce qui l'amènera aussi à s'opposer à Hitler et à dénoncer le risque de totalitarisme socialiste.

Le terme de justice sociale » relève d'un journalisme de mauvaise qualité « . Friedrich von Hayek, l'auteur de ce jugement dédaigneux, est quasiment contemporain de Keynes (ce dernier est né en 1883 et Hayek en 1899). Sa longue vie (il est mort en 1992) a été tout entière consacrée à la défense des mécanismes autorégulateurs du marché et à la dénonciation de tout ce qui peut les perturber, à commencer par l'intervention publique. Manque de chance pour ce croisé de » l'ordre spontané « - ainsi appelle-t-il la société produite par le marché libéré de toute entrave -, la Grande crise d'abord, la révolution keynésienne ensuite empêchèrent que ses analyses connaissent le retentissement espéré. D'autres auraient renoncé, pas Hayek : sa traversée du désert dura jusqu'en 1974.

Cette année-là, les jurés du Nobel, qui décernaient le prix pour la troisième fois (car le Nobel de Sciences économiques n'a été créé qu'en 1972, à l'initiative de la Banque de Suède) choisirent de récompenser le vieux professeur. Ils firent preuve, il faut le reconnaître, d'une singulière prémonition. Car, en même temps, ou presque, commençait cette crise molle que les recettes keynésiennes habituelles se révélèrent impuissantes à combattre. Hayek triomphait contre son vieil adversaire, Keynes : si la croissance se ralentit, c'est que nous payons, avec retard, la facture de l'interventionnisme et des manipulations monétaires. Voilà ce qu'il en coûte de croire que l'on en sait plus que le marché : la punition arrivait et Hayek triomphait. Pas seulement sur le plan intellectuel, d'ailleurs : En Grande-Bretagne, la Dame de fer, Margaret Thatcher, arrivée au pouvoir en 1979, a reconnu à plusieurs reprises sa dette à l'égard du vieux professeur.

Couvert d'honneurs et accédant enfin à la notoriété mondiale, Hayek, se remit pourtant au travail. » J'en suis arrivé à sentir très vivement, écrit-il dans le deuxième tome de Droit, législation et liberté, consacré au Mirage de la justice sociale, que le plus grand service dont je sois encore capable envers mes contemporains [il a alors 77 ans] serait de faire que ceux d'entre eux qui parlent ou écrivent éprouvent désormais une honte insurmontable à se servir

encore des termes « justice sociale » « 1. Et, méchamment, Hayek avance que les enseignants, journalistes et personnalités médiatiques qui utilisent ce terme le font par jalousie ou par vengeance : » On peut se demander s'ils ne sont pas parfois inspirés par le ressentiment qui anime ceux qui, considérant qu'ils savent mieux ce qui devrait être fait, sont néanmoins payés beaucoup moins que ceux dont les directives et les activités régissent en pratique les activités du monde » (La présomption fatale, p. 77).

La justice sociale : un concept honteux

Pourquoi donc tant de hargne à l'égard de ce concept ? Tout simplement parce que, selon Hayek, la notion de justice n'existe que lorsqu'on peut agir pour modifier les règles et faire cesser, ou atténuer, la rigueur avec laquelle quelqu'un est traité. En revanche, si le sort vous est défavorable – si la foudre, par exemple, détruit votre maison –, on ne peut parler d'injustice, puisque l'on ne sait qui ou quoi incriminer. On peut être victime d'un destin malheureux, d'une fatalité ou d'un mauvais sort : tout cela n'a rien à voir avec la justice ou l'injustice, puisqu'on ne peut rien y changer.

Mais la justice sociale, précisément, est de la responsabilité des hommes, répondra-t-on : accepter ou refuser qu'il existe un salaire minimum, qu'une redistribution obligatoire contraigne les plus riches à payer pour les plus pauvres, cela est du domaine des règles sociales, faites par les hommes : rien à voir avec le destin ou la fatalité. Pas si sûr, rétorque Hayek : » Dans un ordre spontané, la position de chaque individu est la résultante des actions de nombreux autres individus, et personne n'a la responsabilité ni le pouvoir de garantir que ces actions indépendantes de gens nombreux produiront un résultat particulier pour une personne définie. (...) Si nul n'a voulu ou prévu que le résultat de ce qu'a décidé l'acteur sera que A recevra beaucoup et que B recevra peu, cela ne peut être qualifié de juste ni d'injuste » (Mirage..., p. 40).

On aura remarqué que Hayek précise bien » dans un ordre spontané « , c'est-à-dire dans une société dans laquelle règnent les règles du marché et seulement elles. C'est là le point essentiel : dans une telle société, estime Hayek, les acteurs prennent sans cesse des décisions, guidés qu'ils sont par l'information dont ils disposent. Leur but est de tirer parti des opportunités qui se présentent : produire ce qui se vend bien, trouver des moyens d'économiser ce qui coûte cher, déménager là où sont proposées des offres d'emplois, etc. Mais, souligne Hayek, au même moment, des millions d'autres personnes, sur la base d'informations analogues, prennent également des décisions, les mêmes ou d'autres, si bien que le résultat final de ces millions de décisions individuelles est largement imprévisible. Par exemple, les producteurs de porc ont voulu tirer parti de la bonne tenue des cours pour

augmenter leur production, provoquant par là-même un résultat inverse de celui espéré. » Les prix qu'il faut payer sur le marché pour différentes sortes de travail et d'autres facteurs de production afin que les efforts individuels s'engrènent correctement, ces prix ne peuvent se modeler d'après l'effort, la diligence, le talent, le besoin, etc., toutes grandeurs qui pourtant exercent sur ces prix une influence ; les considérations de justice n'ont simplement aucun sens à l'égard de la détermination d'une expression chiffrée qui ne relève de la volonté ni du désir de quiconque, mais de circonstances dont personne ne connaît la totalité » (Mirage..., p. 97).

Zoom Friedrich Hayek

Friedrich von Hayek est né en 1899 en Autriche, où il effectue ses études dans une université qui est alors un haut-lieu de la pensée économique (avec von Wieser, Böhm-Bawerk ou Menger). D'abord directeur d'un organisme autrichien de recherches économiques, il quitte son pays en 1931 pour aller enseigner à la London School of Economics, fief de l'orthodoxie anglaise, très opposée aux thèses keynésiennes diffusées par les universitaires de Cambridge. L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie (en 1938) l'amène à prendre la nationalité britannique et à renoncer à la particule pour marquer sa désapprobation vis-à-vis d'un groupe social trop lâche pour s'opposer à Hitler et à ses séides. Lorsque la London School met un peu de vin interventionniste dans son eau libérale, il part enseigner à l'Université de Chicago, autre bastion ultra-libéral. Il obtient le prix Nobel de Sciences économiques en 1974, conjointement avec Gunnar Myrdal, ce qui permettait de couronner deux grands économistes d'opinions antagonistes, donc d'échapper à l'accusation d'avoir choisi un extrémiste qui, au surplus, ne s'occupait plus réellement d'économie depuis une trentaine d'années. Parmi les nombreux livres qu'il a publiés, seuls ont été traduits en français : * » La route de la servitude » (dédié » aux socialistes de tous les partis «), paru en 1944 et traduit dès 1946. Il a été réédité par les PUF en 1993 dans la collection Quadrige. Dans ce livre, Hayek estime que les racines du nazisme et celles du socialisme sont les mêmes et que toute velléité de réduire le rôle du marché ne peut qu'aboutir à mettre la main dans l'engrenage totalitaire. * » Prix et production « , éd. originale anglaise en 1931, traduit en 1975 chez Calmann-Lévy. Un livre contre la conception keynésienne d'une épargne venant limiter les débouchés. * » Scientisme et sciences sociales » (sous-titré : » Essai sur le mauvais usage de la raison «), éd. originale américaine en 1952, partiellement traduit chez Plon et réédité dans la coll. Agora de chez Presses-Pocket en 1986. * » Droit, législation et liberté » (sous-titré » Une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique «) est divisé en trois tomes parus respectivement en 1973, 1976 et 1979. Tous trois ont été traduits par Raoul Audoin et publiés aux PUF en 1980, 1981 et 1979. * » La présomption fatale » (sous-titré » Les erreurs du socialisme «), éd. anglaise originale 1988, traduction française aux PUF en 1992.

En d'autres termes, la rémunération de chacun, dans une économie où seul le marché règne, dépend pour une part du hasard, pour une autre part de l'observation attentive des signaux du marché. Mais le résultat final est largement imprévisible : celui qui souhaitait gagner beaucoup peut échouer, tandis qu'au contraire, le sort récompensera celui qui a eu de la chance. Evidemment, cette imprévisibilité crée des inégalités, et même des inégalités considérables. Mais ce qui paraît injuste sur le moment oblige ceux qui en sont les victimes à modifier leurs comportements et à engager d'autres actions. Par un processus d'essais et d'erreurs, l'ordre du marché aboutit alors à une société progressive, où l'amélioration du sort de tous est le sous-produit – inintentionnel – de décisions prises pour tenter d'atténuer les coups du sort ou de tirer parti des opportunités.

Une nature cruelle, mais bien faite

Hayek avance ainsi l'idée d'une sorte de processus aléatoire qui, par tri successif, finit inconsciemment par privilégier les meilleures solutions : » La concordance des anticipations qui rend possible aux diverses parties de réaliser ce qu'elles recherchent est en fait engendrée par un processus d'apprentissage par essais et erreurs, qui implique nécessairement que certaines anticipations soient déçues. (...) Les réponses aux différences entre le résultat escompté et le résultat effectif des actions tendent à diminuer ces écarts » (Mirage..., p. 150). Certains payent les pots cassés, mais, ce faisant, ils apportent leur contribution à la société dans son ensemble en montrant ce qu'il ne faut pas faire. Même l'échec est utile, puisqu'il permet aux hommes d'apprendre.

Certes, ce traitement inégalitaire avec son cortège de victimes paraît insupportable. Erreur, répond Hayek : il est essentiel à l'évolution d'une société auto-organisée, c'est-à-dire d'une société dans laquelle les individus décident librement de leur destin. Hayek, qui n'est pas tombé de la dernière pluie, est évidemment conscient que l'inégalité est plus facile à supporter quand on est riche que quand on est pauvre, mais il nous avertit : les riches sont utiles : » En un sens, il est même vrai qu'un tel système donne à ceux qui ont déjà. Mais c'est là plutôt son mérite que son défaut (...). C'est la possibilité d'acquérir en vue d'accroître la capacité d'acquérir à l'avenir qui engendre un processus global dans lequel nous n'avons pas à repartir de zéro constamment, mais pouvons commencer avec un équipement qui est le fruit d'efforts antérieurs en vue de tirer le parti le plus fructueux des moyens dont nous disposons » (Mirage..., p. 149). L'épargne des riches sert à accumuler du capital, donc à accentuer l'efficacité d'ensemble de la société.

Le prix à payer pour une société libre

Hayek et Keynes

On ne peut rêver opposition plus absolue. Nous sommes en 1931 en Angleterre. D'un côté, pour le maître de Cambridge (Keynes), il ne fait pas l'ombre d'un doute que « la fonction de l'épargne est de rendre une certaine quantité de travail disponible pour la reproduction de biens d'équipement, tels que maisons, usines, routes, machines, etc. Mais si un surplus important de chômeurs est déjà disponible pour des emplois de ce genre, le fait d'épargner aura seulement pour conséquence d'ajouter à ce surplus et donc d'accroître le nombre des chômeurs » 1. En face, le professeur de la London School (Hayek) rétorque : « Tout accroissement de la consommation, si l'on ne veut pas perturber la production, exige au préalable une épargne additionnelle » 2. Pour le premier, le sous-emploi est possible, pour l'autre, il faut mériter la croissance. D'un côté, la faute au marché, de l'autre, la faute aux hommes.

Cette opposition n'a guère cessé. En 1944, dans « La route de la servitude », Hayek affirme que toute forme de planification, aussi limitée soit-elle, est un engrenage qui ne peut déboucher que sur le totalitarisme. Dans une note de bas de page, il fait référence à un obscur article d'un obscur auteur allemand. Mais le titre de l'article est « Lénine et Keynes » : une façon de suggérer, sans l'affirmer explicitement, que Keynes roule pour le compte des soviets. Magnanime, Keynes répond à Hayek dans une lettre où il lui déclare que, s'il est moralement d'accord avec lui quant à la condamnation du totalitarisme, il voit dans la planification un moyen d'empêcher ce glissement, et non un moyen de le favoriser.

Sans doute Hayek n'a-t-il pas digéré d'être longtemps relégué dans l'ombre au profit de Keynes. Aussi, dans son dernier livre, il prend longuement ce dernier à partie. Non pas pour ses thèses économiques, mais pour son « immoralisme » : « [Keynes] justifia certaines de ses conceptions économiques et sa croyance générale en une organisation centralisée de l'ordre de marché en écrivant que « dans le long terme nous sommes tous morts ». (...) [Ce slogan est] une manifestation caractéristique d'un refus de reconnaître que la morale est concernée par les effets à long terme » 3. Et Hayek d'ajouter, « Keynes s'opposa aussi à la tradition morale reconnaissant la vertu de l'épargne et refusa, comme des milliers d'économistes peu sérieux, de reconnaître qu'une réduction de la demande de biens de consommation est généralement requise pour permettre un accroissement de la production de biens de production (...). Ce n'est donc pas la philosophie seule que Keynes méconnaissait, c'est aussi l'économie » (« La présomption fatale », p. 80). Il y a des vengeances qui se dégustent froides. Très froides.

Dans l'univers hayekien, la nature est donc bien faite. Certes, elle peut être cruelle, mais à la façon d'un parent qui punit l'enfant, « pour son bien ». Il y a des baffes bénéfiques et les inégalités issues de l'ordre du marché sont de celles-là. Hayek, qui connaît ses classiques et ne perd pas une occasion de citer Adam Smith, à la fois économiste et professeur de morale,

paraphrase le célèbre écossais : » Ainsi, dans l'ordre de marché, chacun est conduit, par le gain qui lui est visible, à servir des besoins qui lui sont invisibles ; et pour ce faire, conduit à tirer parti de circonstances particulières dont il ne sait rien, mais qui le mettent à même de satisfaire ces besoins au moindre coût possible, en termes de choses autres qu'il est possible de produire à la place. Et là où très peu de gens seulement ont déjà connaissance d'un fait nouveau important, les spéculateurs si décriés se chargeront de faire en sorte que l'information s'en répandra rapidement, grâce à un changement approprié des prix » (Mirage..., p. 140). Même les spéculateurs servent à quelque chose : cela rappelle irrésistiblement la leçon de choses sur le frelon, dont chacun voit qu'il pique douloureusement, mais dont seuls les gens qui réfléchissent ont compris qu'il concourait finalement à l'équilibre de l'écosystème.

Tel est le prix à payer pour avoir une société libre, estime Hayek : » la liberté est inséparable d'un type de rémunération qui n'a fréquemment aucun rapport avec le mérite et qui de ce fait est ressentie comme injuste » (Mirage..., p. 145). On pourrait bien évidemment abandonner ces règles impersonnelles – abstraites, écrit Hayek – au profit d'un idéal de justice sociale : mais alors, il conviendrait que la détermination des revenus soit fixée non pas par les mécanismes de marché, mais par les décisions politiques des gouvernants. Ce qui aurait inéluctablement pour conséquence de réduire l'efficacité de la société, car nul dirigeant n'est capable d'intégrer dans ses décisions les millions d'informations dont se servent les acteurs pour agir : » Nombre des défauts et des déficiences inhérents aux ordres spontanés sont, en fait, le résultat de tentatives visant à jouer sur – ou à bloquer – leurs mécanismes, ou à « améliorer » certains aspects de leurs performances. De telles tentatives d'intervention débouchent rarement sur des résultats correspondants aux désirs des hommes dans la mesure où des ordres spontanés sont déterminés par beaucoup plus de données particulières que tout ce que toute agence d'intervention peut connaître » (La présomption fatale, p. 117).

Le risque totalitaire

Et, surtout, au bout du compte, se profile la perspective totalitaire. Contrôler les revenus, c'est décider de la place sociale de chacun et réduire sa liberté d'action, c'est instaurer le contrôle des dirigeants sur toute la vie sociale : » L'interdépendance de tous les phénomènes économiques ne permet guère d'arrêter le planisme à un point voulu. Une fois le libre jeu du marché entravé, le dirigeant du plan sera amené à étendre son contrôle jusqu'à ce qu'il embrasse tout » (La route de la servitude, p. 80). L'interventionnisme est un engrenage : mettez-y le petit doigt, et vous y passerez tout entier. Entre le paradis du

marché et l'enfer du plan, il faut choisir : » C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que nous pouvons le comprendre. (...) Il faut, ou bien détruire cette société complexe, ou bien choisir entre la soumission aux forces impersonnelles et en apparence irrationnelles du marché, et l'institution d'un pouvoir arbitraire » (id., p. 80).

C'est justement cette vision du tout ou rien qui rend l'analyse de Hayek peu convaincante. Le choix, à l'évidence, n'est pas entre l'ordre spontané du marché et le totalitarisme, mais entre des degrés différents d'intervention. Ce n'est pas seulement par machiavélisme ou par complot que toutes les sociétés capitalistes sont aujourd'hui des économies mixtes. Et le choix d'un certain niveau d'interventionnisme, on le voit bien, ne mène pas inévitablement au totalitarisme. Il y a quelque chose d'outrancier dans cette vision d'un ordre qui, s'il n'est pas pur, mène inéluctablement à l'enfer socialiste. Mais il y a aussi un oubli majeur : le marché est peut-être un bon régulateur local, mais c'est à l'évidence un mauvais régulateur d'ensemble. Pour sa part, Hayek refuse la macro-économie : » Une connaissance macro-économique des quantités globales disponibles de différentes choses n'est ni accessible ni nécessaire ni, ajouterions-nous, utile » (La présomption fatale, p. 139). Ecrit cinquante ans après La théorie générale de Keynes, on hésite entre la provocation, la vengeance ou l'inconscience. » Ceux que Jupiter veut perdre, disaient les Grecs, il les rend aveugles « .